

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article772>

# **LKP - Jean Marie Nomertin fait le point sur la grÃve**

- Dossier spÃ©cial LKP - Prises de parole du LKP -

Date de parution : 2 mars 2009

Date de mise en ligne : mardi 3 mars 2009

Mis Ã jour le : samedi 21 mars 2009

---

**UGTG.org**

---

[{JPEG}]

**Voilà ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre : toute la mesure de ce mouvement.**

En temps normal il nous aurait fallu nous excuser de commencer un meeting non programmé, non prévu, à 22H45. Mais il s'agit cette fois d'un meeting que vous qui êtes présents ce soir nous avez imposé ! Et c'est là toute la différence par rapport au temps d'avant !

**Et il est important de le comprendre !** Vous êtes là depuis un certain temps et nous n'avons encore jamais eu à nous excuser, à venir vous voir pour vous dire que tel ou tel meeting se fera ou ne se fera pas ; que s'il se fait ce sera à telle ou telle heure. Vous restez là, parce que vous voulez savoir ce qui se passe !

**Et c'est aussi pourquoi nous disons que ce mouvement est réellement choué an didan tout goudron a tout chimen ki an p'yi la sa !** (ce mouvement est puissamment enraciné dans ce pays). Et nous disons que nous n'aurions pas pu commencer ce meeting si les camarades de retour de la sous-préfecture (négociations sur les prix des produits de première nécessité), n'étaient pas venus pour nous permettre de donner une explication détaillée des choses.

**Il nous faut aussi comprendre que notre grève est à un carrefour !**

**Et c'est à nous de lui indiquer la bonne voie à prendre ! Nous, et pas le préfet ! Nous et pas le recteur ; et encore moins les chefs d'établissement scolaire.**

**Nous le disons en direction de tous ceux qui reprennent le travail : pa ni pwoblem, reprenez donc le travail...** Mais lorsque nous travaillons, vous êtes les premiers à dénoncer la surcharge de travail et le manque d'effectifs. Et aujourd'hui, alors que la moitié des personnels est en grève, vous souhaitez travailler, travailler plus que n'importe quel autre jour. Z'pli enm' travay ki pon moun !

**A ceux là, nous le redisons, prenez vos responsabilités ! Car toutes les centrales syndicales ayant appelé à la grève, il n'y aura pas ces jours-ci des syndicats pour vous défendre dans l'entreprise.**

Nous le disons aussi parce qu'il nous appartient de comprendre là où nous allons aujourd'hui. Raymond GAMA (intervenant précédent) l'a dit : toutes les Assemblées que nous avons convoquées ont rassemblé au minimum 400 personnes. Mais il en a oublié une, celle ayant réuni les Femmes (dimanche 1er mars 2009 à Lauricisque - P). Il y avait effectivement bien plus de 400, certains ont avancé le chiffre de 600 femmes présentes dimanche à trois heures de l'après-midi à Lauricisque. Dans ces réunions, les personnes présentes apportent des idées, prennent des initiatives...

**Et c'est là toute la différence aujourd'hui !**

C'est parce que nous avons, en tant que dirigeants, des comptes à vous rendre que les camarades partis en négociations à la sous-préfecture étaient obligés de venir ce soir vous donner des explications. Ils auraient pu rester plus longtemps...

**Nous disons que sur les marges arrière et sur les prix des grossistes, il nous faut les faire reculer sur le**

**prix des marchandises.** A moins qu'ils ne produisent des documents nous prouvant que leurs bénéfices, leurs marges sont moindres. Et à ce moment là nous laisserons tomber...

**Mais ce n'est pas parce que, comme certains l'avancent, que nous avons déjà gagné 200 euro, que nous avons déjà baissé le prix de l'eau, le prix des carburants... que nous devons considérer que les profits ont pris fin.**

**Nous disons NON ! Ce mouvement doit nous permettre d'arracher tout ce que nous devons contre les profits ! Et c'est cette décision que le LKP a pris !**

[ - ] Sur Basse-Terre, l'eau baisse de 3%. Pour nous c'est insuffisant, mais elle baisse déjà de 3%

[ - ] Pour les transporteurs, on est parti de 0 euro. On en est ce soir à 35 000 euro. nous sommes à la moitié du chemin. Ils doivent faire un geste supplémentaire. Car il est inadmissible que des personnes qui pendant un siècle, de génération en génération, ont permis à un système de fonctionner vaillent que vaillent, puissent du jour au lendemain se retrouver sans aucun revenu ; alors qu'on leur a fait acheter des cars neufs et qu'ils ont des mensualités à payer !

Il faut donc que chacun prenne la dimension du problème et surtout du drame social vécu par ces transporteurs.

**Nous redisons que cette grève est à un carrefour.**

**Car lorsque le préfet a annoncé en pleine négociations que le travail devait reprendre ce lundi matin, il ne faisait que tester notre détermination.**

Nous lui avons dit et avons dit en présence des journalistes présents qu'il devait nous adresser le document promis (le projet de protocole) ; et qu'une rencontre aurait lieu cet après-midi à 18H00 aux Affaires maritimes.

**Que s'est-il passé entre temps ?**

Le préfet nous a dressé le document à 15H00 (trois heures d'après-midi) ! 14 pages à quinze heures ! Sachant que nous devions nous réunir pour l'étudier ensemble...

[ - ] **La première faute** qu'on trouve dans ce document c'est qu'y figure parmi les signataires, le nom de Jean-claude MALO, alors que ce dernier a démissionné de l'Association des maires de Guadeloupe ! Comment une personne ayant démissionné du poste qu'il occupait peut-il être invité par le préfet à venir signer un tel document ?!

[ - ] **Deuxième faute** contenue dans ce document : elle porte sur l'aide du Conseil général. Le préfet fait figurer le mot "euro" sans indiquer le montant exact de la somme que la collectivité départementale met sur la prime relative au RSA.

**Comment prendre ces gens au sérieux ?!**

Sans oublier tous les oublis, alors que nous avons discuté, toutes les omissions ; tout ce qu'il a transcrit à sa manière ; sans compter tout ce qui y figure et qu'il n'avait pas à écrire, car nous ne le lui avons pas demandé et que c'est par ailleurs inutile.

Les camarades ont donc dû rester là et travailler sur ce document avant de le lui retourner en lui précisant que nous nous rencontrerons aux Affaires maritimes seulement demain. Et que si les documents sont en concordance

avec nos revendications ; alors seulement nous signerons une suspension du conflit. Mais que nous ne changerons pas de ligne tant que nous n'avons pas le bon document !

Et nous disons que c'est extrêmement grave. Car voilà des gens (un préfet et un secrétaire général de préfecture chargé de prendre des notes) qui traitent les travailleurs de fainéants ; qui affirment que les travailleurs ne foutent rien ; qu'on les paie à ne rien faire... qui se vantent d'être incapables de transcrire point par point ce qu'ils ont écrit ou qu'ils étaient censés écrire entre la journée de samedi à dimanche matin !

Comment peuvent-ils venir critiquer demain un fonctionnaire de catégorie C ou B, quand eux, agents de catégorie A ou de catégorie super A, font de pareilles fautes et sont incapables de produire un document ?! Alors que nous lui avons demandé à chaque fois de nous lire ce qu'il avait écrit et que nous lui indiquions les modifications à effectuer.

**Nous affirmons qu'il s'agit d'une bande d'incompétents qui ont pour unique objectif de mater les travailleurs et de leur imposer la reprise du travail !**

Leur problème c'est d'arriver à faire croire qu'il y aurait un petit groupe d'irréductibles de trois ou quatre individus présents dans les organisations et qui seraient seuls à tenir la grève ! Et parvenir ainsi à monter le peuple contre le collectif.

**Mais c'est bien eux que nous démasquons et les démentions : si la grève perdure, c'est eux et eux seuls qui en portent la responsabilité !**

Nous le disons, Oui camarades, nous nous levons tous les jours tôt le matin depuis plusieurs semaines. Mais il y a une dernière action à porter et nous nous devons de le faire à fond !

**Nous reconduisons donc la même opération que ce matin ; à la même heure ; au même endroit ! Et nous bloquerons comme nous l'avons fait jusque là ! Jusqu'à ce qu'ils nous entendent, nous répondent et satisfassent nos revendications. C'est la condition pour une suspension de la grève !**

**Mais nous disons aussi qu'il y a plusieurs autres rendez-vous de fixes !**

[ - ] **Demain mardi 03 janvier à 10H00 : rendez-vous important en préfecture.** Et c'est important pour tout le monde ; y compris pour les petits artisans et petits patrons, même ceux n'ayant pas encore signé l'accord. : nous allons discuter avec les banques, l'IEDOM et les organismes de crédit.

Pour nous il est important que ces entreprises bénéficient de facilités de crédit au niveau de ces institutions bancaires. Mais il est encore plus important à nos yeux que chaque client, chaque usager puisse savoir réellement que les frais doivent baisser (agios, accés au crédit). Et qu'ils aient aussi une information détaillée sur ce qui se passe !

A titre d'exemple, voilà une quinzaine de jours, Europe 1 indiquait que la France détenait le record en matière de taux de crédit. Mais en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane et à la Réunion, il est doublement plus cher. Et c'est la BDAF et la Caisse d'Épargne qui abuse le plus dans ce domaine !

**Nous exigeons une baisse immédiate !**

## **Nous devons passer cette phase !**

Ansanm nou k'lit ! Ansanm nou k'ganny !

## Les rendez-vous du Mardi 3 Mars 2009 :

[ - ] 08H00 : Vélodrome de Gourde liane : LKP : Nou kay f' komisyon.

[ - ] 10H00 À la pr'fecture : LKP-Etat-Institutions bancaires et organismes de cr'dit : Acc's au cr'dit - Taux de cr'dit - Droit À l'information des usagers.

[ - ] 15H00 À la pr'fecture : LKP-Etat : Contrats aid's.

[ - ] RDV À 14H00 au Palais de la Mutualit' : Bus pr'vu (r'servation).

[ - ] 16H00 À la sous pr'fecture : LKP-Grande distribution-Etat : Prix des produits de premi're n'cessit'.